

Identification : ACIRPFI00000042

Nom du FDR : Achats

Diffusion* : **Communicable**

DOCUMENT TECHNIQUE

Émetteur	Date d'origine	Page
DIGE/ACH	27/05/2026	1/17

CENTRE INDUSTRIEL DE REGROUPEMENT, D'ENTREPOSAGE ET DE STOCKAGE (CIRES)

AUGMENTATION DE CAPACITE DE STOCKAGE DU CIRES (ACACI)

MAITRISE D'ŒUVRE D'EXECUTION DU MARCHE DE TERRASSEMENT ET GENIE CIVIL

PROCEDURE FORMALISEE

REGLEMENT DE CONSULTATION D'APPEL D'OFFRES RESTREINT

PHASE CANDIDATURES

Ind.	Date	Nom/visa du rédacteur	Nom/visa vérificateur	Nom/visa approbateur
A	27/05/2026	Sandra NORDT	Fanny GERARD	Frédéric JOUANNET

Identification
ACIRPFI00000042

Page 2/17

Rév. A

Révisions

Ind.	Date	Modifications
A	27/05/2026	Document initial

Diffusion (en sus. des signataires)

En cas de diffusion **confidentielle**, renseigner **obligatoirement TOUS** les destinataires (internes et externes) en complétant la liste ci-dessous (hors signataires)

Société/ organisme/Unité	Prénom/Nom	Société/ organisme/Unité	Prénom/Nom
-----------------------------	------------	-----------------------------	------------

SOMMAIRE

PARTIE 1 : CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	7
1. PRESENTATION DU MARCHÉ	8
1.1 Objet du marché	8
1.2 Type de procédure	8
1.3 Allotissement du marché	8
2. CANDIDATURES	8
2.1 Présentation des candidatures	8
2.2 Vérification des conditions de participation	9
2.3 Groupement d'opérateurs économiques	10
2.4 Récapitulatif des pièces à fournir	10
2.5 Langue autorisée	11
2.6 Analyse et sélection des candidatures	11
3. OFFRES	11
3.1 Invitation à soumissionner	11
3.2 Analyse des offres	12
3.3 Vérifications préalables au titre du devoir de vigilance	12
4. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	13
PARTIE 2 : MODALITES PRATIQUES DE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES SOUS FORMAT ELECTRONIQUE	14
6. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	15
6.1 Forme du dépôt	15
6.2 Remise d'une copie de sauvegarde	15
7. SIGNATURE ELECTRONIQUE	16
8. AIDE A LA DEMATERIALISATION	16

ANNEXES

ANNEXE 1. DISPOSITIF DUME

ANNEXE 2. MOYENS DE PREUVE A TRANSMETTRE PAR LES CANDIDATS

ANNEXE 3. FICHE D'IDENTITE FOURNISSEUR (Andra 147)

ANNEXE 4. RECOMMANDATIONS POUR LE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES SOUS FORME
DEMATERIALISEE

POUVOIR ADJUDICATEUR :

AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS

"Andra"

Parc de la Croix Blanche

1/7, rue Jean-Monnet

92298 CHATENAY-MALABRY CEDEX

PREAMBULE

Les candidatures et offres que les opérateurs économiques déposeront dans le cadre de l'appel d'offres restreint, objet du présent document, le seront entièrement sous format électronique.

En optant pour la dématérialisation, l'Andra utilise une signature électronique avec certificat pour ses marchés.

Il vous sera demandé par conséquent de signer ses marchés par signature électronique certifiée.

Aussi, le présent document a deux objets :

1. Présenter les conditions de l'appel d'offres (Partie I)
2. Présenter les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sous format électronique (Partie II)

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES :

Le dépôt de leur candidature par les opérateurs économiques s'effectue entièrement sous forme dématérialisée sur la plate-forme PLACE accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Au plus tard le
jeudi 2 juillet 2026**

**Avant 15 heures
(heure de Paris)**

TOUT RETARD ENTRAINE LE REJET DE LA CANDIDATURE.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Elles seront précisées dans l'invitation à soumissionner qui ne sera transmise qu'aux seuls opérateurs économiques admis à présenter une offre.

PARTIE 1 :

CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES



1. PRESENTATION DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le marché à conclure a pour objet une mission de maîtrise d'œuvre (DET et AOR) d'exécution du marché de travaux de terrassement et génie civil dans le cadre du projet Acaci. Ce dernier vise l'aménagement d'une zone de stockage afin d'augmenter la capacité de stockage autorisée des déchets radioactifs de très faible activité (TFA) du centre industriel de regroupement, d'entreposage et stockage (Cires) situé à Morvilliers (10). (Référence CPV : 71520000)

1.2 Type de procédure

Conformément aux articles L 2124-2 et R 2124-2 du code de la commande publique, la présente consultation est un appel d'offres restreint.

Cette procédure implique un déroulement en deux phases :

1° phase « candidature » : seuls les éléments de la candidature sont requis dans un premier temps et analysés ;

2° phase « offre » : envoi par le pouvoir adjudicateur d'une invitation à soumissionner adressée aux seuls candidats retenus.

Ainsi, lors de la phase de candidature, les documents de consultation transmis via le profil acheteur PLACE sont limités.

1.3 Allotissement du marché

Le marché est non alloti.

2. CANDIDATURES

2.1 Présentation des candidatures

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature soit en utilisant le DUME (cf. art.2.1.1), soit en utilisant le dispositif standard (cf. art. 2.1.2).

2.1.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément aux articles R.2143-4 et suivants du code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME, en utilisant le formulaire en ligne mis à disposition par l'Andra sur la plate-forme PLACE, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2.

Les opérateurs économiques devront alors compléter le formulaire DUME avec les renseignements demandés en suivant le processus détaillé en annexe 1 du présent document (point I. Répondre avec le dispositif DUME dans PLACE).

Dans l'hypothèse d'une candidature incluant des sous-traitants ou sous forme de groupement d'entreprises, chaque sous-traitant et/ou membre doit remplir et fournir un formulaire DUME selon le dispositif décrit en annexe 1 du présent document (point I. Répondre avec le dispositif DUME dans PLACE - Candidature avec des sous-traitants / en groupement).

2.1.2 Candidature hors DUME (dispositif standard)

Si les opérateurs économiques ne souhaitent pas présenter leur candidature sous la forme d'un DUME, ils doivent produire à l'appui de leur candidature :

- Le formulaire DC1 valant lettre de candidature ;

- Le formulaire DC2 aux fins de vérification des conditions de participation comprenant leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles décrites au point 2.2.2.

Dans l'hypothèse d'un groupement d'entreprises, ses membres doivent remplir un exemplaire chacun du DC2, étant entendu que conformément à l'article R.2142-25 du code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale.

Ces formulaires peuvent être obtenus sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2.2 Vérification des conditions de participation

2.2.1 Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Les opérateurs économiques doivent fournir les pièces justificatives de leurs conditions de participation listées ci-après à l'article 2.2.2, dans leur dossier de candidature.

S'agissant des exclusions de plein droit mentionnées aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, les opérateurs économiques sollicités par l'Andra devront fournir **les moyens de preuve listés en annexe 2 du présent document**.

Si un opérateur économique sollicité est concerné par l'une des hypothèses évoquées aux articles L.2141-7 et suivants du code de la commande publique (exclusions à l'appréciation de l'acheteur) et en a informé l'Andra lors du dépôt de sa candidature, il devra alors établir par tout moyen que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure, objet du présent document, n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats.

2.2.2 Liste des documents justificatifs à fournir permettant de justifier de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles

S'agissant de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles, les opérateurs économiques devront fournir les pièces justificatives suivantes :

➤ A. Fiche d'identité fournisseur :

Les opérateurs économiques doivent compléter la fiche d'identité fournisseur (cf. annexe 3).

➤ B. Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Ces informations doivent être renseignées dans le DUME à la rubrique A « Aptitude », ou dans le formulaire DC2, à la rubrique E1 « renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel ».

➤ C. Capacité économique et financière :

- Présentation du chiffre d'affaires des 3 dernières années de l'entreprise (*en cas de groupement d'entreprises : présentation du chiffre d'affaires des 3 dernières années de toutes les entreprises membres du groupement*) ;
- Informations sur le niveau d'assurance des risques professionnels.

➤ D. Capacités techniques et professionnelles

- **Références** : Présentation des références sur les 3 dernières années en missions DET et AOR pour des marchés de travaux de terrassement et de génie civil en privilégiant :
 - Les chantiers de terrassement en grande masse d'importance similaire au marché du projet, avec traitement de sol ;
 - Les chantiers de terrassement sur des sites industriels en exploitation et/ou sites avec des contraintes environnementales fortes ;

- Les chantiers impliquant la présence d'ouvrages de génie civil avec exigences fortes sur l'exactitude d'implantation.

Les références devront préciser les montants, les dates et durée des marchés de travaux, les clients et coordonnées du contact client, le niveau de responsabilité dans l'affaire.

▪ **Moyens humains et matériels :**

- Présentation des effectifs moyens annuels et du nombre de cadre sur les 3 dernières années ;
- Présentation des titres d'études et professionnels ;
- Description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

▪ **Qualification professionnelle :** qualification « Direction de l'Exécution des Travaux » (OPQIBI n° 0331 ou équivalent établi par des organismes indépendants)

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et **apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.**

2.3 Groupement d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques ont la possibilité de faire des propositions en groupement avec un ou plusieurs autres opérateurs. La forme juridique que devra revêtir le groupement d'entreprises lors de l'attribution du marché est **soit le groupement solidaire, soit le groupement conjoint avec solidarité du mandataire.**

Il est interdit à un même opérateur économique de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

1. En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
2. En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.4 Récapitulatif des pièces à fournir

Récapitulatif des pièces à fournir	
Présentation candidature	- Formulaires DC1 + DC2 complétés ou DUME acheteur complété
En cas de groupement	- Habilitation signée justifiant la capacité du mandataire à représenter les autres membres du groupement
Aptitude à exercer l'activité professionnelle	- Justificatif d'inscription sur un registre professionnel (RCS, RM...)
Capacité économique et financière	- Bilans ou extraits de bilan des 3 derniers exercices de l'entreprise (<i>en cas de groupement d'entreprises : bilans ou extraits de bilan des 3 derniers exercices de toutes les entreprises membres du groupement</i>) - Attestation d'assurance responsabilité civile et responsabilité civile professionnelle (<i>pour chacune des entreprises si candidature en groupement d'entreprises</i>) ou autres moyens de preuve d'assurance
Capacités techniques et professionnelles	- Références : références sur les 3 dernières années, tel que précisé au §2.2.2 D ci-avant - Moyens humains et matériels : description des moyens, tel que précisé au §2.2.2 D ci-avant

Récapitulatif des pièces à fournir (suite)	
Capacités techniques et professionnelles (suite)	- Qualification professionnelle : transmission du certificat de qualification professionnelle « Direction de l'Exécution des Travaux » (OPQIBI n° 0331 ou équivalent établi par des organismes indépendants), tel que précisé au §2.2.2 D ci-avant
Fiche d'identité fournisseur	- Fiche d'identité fournisseur (cf. annexe 3) complétée (<i>pour chacune des entreprises si candidature en groupement</i>)

2.5 Langue autorisée

L'ensemble des documents remis à l'appui de la candidature ou de l'offre des opérateurs économiques devra être rédigé en langue française. Dans l'hypothèse où les opérateurs économiques produisent un document en langue étrangère, ce document doit être accompagné d'une traduction en langue française.

Pour les documents remis à l'appui de l'offre, l'Andra se réserve la possibilité de demander une traduction certifiée dans le cas évoqué à l'article R.2151-12 du code de la commande publique.

2.6 Analyse et sélection des candidatures

L'analyse des candidatures sera effectuée sur la base de :

- La capacité économique et financière. La stabilité financière du candidat ainsi que la part du chiffre d'affaires réalisée avec l'Andra seront examinées ;
- La capacité technique et professionnelle, sur la base des éléments précisés au §2.2.2 D ci-avant.

Limites concernant le nombre de candidats retenus :

- Nombre maximal : 5

Si le nombre de candidatures recevables est supérieur au nombre maximal de candidats pouvant être retenus, les candidatures seront sélectionnées à l'issue d'un classement établi au regard des critères pondérés suivants :

- **Adéquation des références (40%)**
- **Adéquation des moyens humains et matériels (40%)**
- **Qualification professionnelle (20%)**

3. OFFRES

3.1 Invitation à soumissionner

A l'issue de l'étape de sélection des candidatures, l'Andra transmet, conformément aux articles R.2144-8 et R.2144-9 du code de la commande publique, une lettre d'invitation à soumissionner aux opérateurs économiques dont la candidature a été retenue.

A titre purement indicatif, les dates prévisionnelles envisagées sont les suivantes :

- Envoi de l'invitation à soumissionner aux candidats retenus : **29 juillet 2026**
- Visite de site / présentation du dossier : **du 7 au 9 septembre 2026**
- Date de remise des offres : **5 octobre 2026**
- Notification du marché : **15 février 2027**

3.2 Analyse des offres

Les offres sont analysées et comparées au regard des critères d'appréciation ci-après :

- Prix (50%)
- Valeur technique (50%)

3.3 Vérifications préalables au titre du devoir de vigilance

Pour permettre la mise en œuvre de la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin II », le soumissionnaire pressenti devra être inscrit et référencé sur la **plateforme Aprovall** (<https://www.aprovall.com/fr/>).

À défaut d'inscription, un courriel d'adhésion lui sera adressé afin de l'inviter à créer son compte.

Lorsque le soumissionnaire est déjà inscrit, un courriel d'information lui sera adressé afin de l'informer de son référencement par le donneur d'ordre sur la plateforme Aprovall.

L'Andra procédera, par l'intermédiaire de la plateforme Aprovall, à la vérification du respect, par l'attributaire pressenti, des obligations prévues au présent article.

Lorsque cette vérification fait apparaître des éléments susceptibles de remettre en cause la conformité de l'attributaire pressenti auxdites obligations, un questionnaire électronique « Due Diligence » lui sera adressé afin de permettre la production d'éléments complémentaires. Ce questionnaire devra être complété dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de sa transmission.

À défaut de réponse dans ce délai, ou en cas de non-conformité constatée à l'issue de l'examen dudit questionnaire, le marché pourra être attribué au soumissionnaire classé immédiatement après.

4. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Lors de la procédure d'appel d'offres, les données à caractère personnel suivantes sont susceptibles d'être traitées : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants des opérateurs économiques (adresse, numéro de téléphone, adresse électronique). Il est précisé que l'Andra utilisera ces données uniquement pour les besoins de la présente procédure d'appel d'offres.

Ces données ne seront accessibles qu'aux personnes qui ont strictement besoin d'en connaître, à savoir les personnes chargées de suivre la procédure Achats de l'Andra.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les personnes physiques concernées par le traitement de leurs données personnelles dans le cadre de la procédure d'appel d'offres peuvent à tout moment via la procédure prévue ci-après :

- (1) Exercer leur droit d'accès, de rectification des données les concernant, ainsi que leur droit à l'effacement des données (droit à l'oubli), à la limitation du traitement, leur droit d'opposition au traitement et leur droit à la portabilité des données, tels que définis dans le RGPD.
- (2) Le cas échéant, retirer leur consentement. Dans ce cadre, les personnes concernées reconnaissent que l'exercice de ce droit ne portera pas atteinte à la licéité du traitement effectué avant la date effective du retrait.
- (3) Introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), si elles considèrent que le traitement de données à caractère personnel les concernant constitue une violation aux dispositions du RGPD.

Les droits susvisés pourront être mis en œuvre via la procédure suivante :

- Envoi d'un mail à l'adresse dpd@andra.fr en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur ; ou

- Envoi d'un courrier à l'adresse suivante, en joignant toute information ou document permettant l'identification certaine du demandeur :

Délégué à la protection des données
Andra
1-7 rue Jean Monnet
92290 Châtenay-Malabry

Les données à caractère personnel étant collectées directement auprès de chaque opérateur économique concerné, ces derniers seront tenus, notamment lorsqu'ils transmettent des données à caractère personnel concernant des personnes qui n'ont pas accès au présent document, d'informer les personnes concernées des présentes conditions et d'obtenir les autorisations nécessaires permettant le respect des obligations applicables en matière de protection des données à caractère personnel.

5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les candidats ont la possibilité de poser des questions écrites tout au long de la procédure via le profil acheteur de l'Andra (www.marches-publics.gouv.fr dans la consultation, en cliquant sur le bouton « poser une question »).

Les questions devront être posées au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

Seules les demandes formulées via la plateforme seront traitées.

L'Andra apportera une réponse, via son profil acheteur, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

A des fins d'égalité de traitement, l'Andra communiquera les réponses à l'ensemble des candidats sauf s'il convient de préserver le secret des affaires du candidat. Dans ce cas, le candidat concerné devra explicitement informer l'Andra du caractère confidentiel de sa demande et le motiver.

- Si le caractère confidentiel est avéré, ces questions/réponses ne seront envoyées qu'au candidat concerné.
- Si le caractère confidentiel n'est pas avéré, l'Andra en informera le candidat qui pourra choisir de retirer sa question ou d'accepter que ces questions/réponses soient diffusées à l'ensemble des candidats.

PARTIE 2 :

MODALITES PRATIQUES DE DEPOT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES SOUS FORMAT ELECTRONIQUE



6. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Forme du dépôt

Le dépôt des candidatures et des éventuelles offres par les opérateurs économiques s'effectue **entièrement sous forme dématérialisée** dans l'espace dédié à la présente procédure d'appel d'offres sur la plate-forme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence **ACIRPFI00000042**.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article R.2132-11 du code de la commande publique relative à la copie de sauvegarde (cf. Article 6.2 ci-dessous), les candidatures et éventuelles offres des opérateurs économiques sont transmises **en une seule fois**.

Si plusieurs candidatures et éventuelles offres sont successivement transmises par un même opérateur économique, **seule est ouverte la dernière candidature ou offre reçue par l'Andra dans le délai fixé pour leur remise**.

Voir l'annexe 4 « Recommandations pour le dépôt des candidatures et des offres sous forme dématérialisée ».

Il est notamment recommandé **de limiter le nombre de caractère pour l'intitulé des fichiers**.

6.2 Remise d'une copie de sauvegarde

Pour tout dépôt d'une candidature ou d'une offre sous forme dématérialisée, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par [l'arrêté du 22 mars 2019](#) fixant les modalités de mise à dispositions des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être sur support physique électronique (CD-Rom, DVD Rom, clé USB) ou bien sur support papier.

Le cas échéant, cette copie pourra soit être déposée sous pli fermé, contre récépissé, à l'accueil du site du Centre de stockage de l'Aube (du lundi au vendredi, de 08h30 à 19h00), soit être transmise par voie postale, par pli recommandé avec accusé de réception à :

Andra
Centre de stockage de l'Aube
A l'attention de Sandra NORDT,
B.P. n° 7
10200 Soulaines Dhuys

Le pli devra comporter les mentions obligatoires suivantes :

- « Copie de sauvegarde »,
- Intitulé de l'appel d'offres,
- Mention du fait qu'il s'agit de la candidature ou d'une offre,
- Nom ou dénomination de l'opérateur économique,
- Adresse de l'opérateur économique.

La copie de sauvegarde qui aurait été déposée sur le site de l'Andra sans que l'opérateur économique ne puisse fournir le récépissé de dépôt ou transmise par voie postale sans accusé de réception ne pourra pas être prise en compte : elle sera renvoyée à l'opérateur économique l'ayant transmise.

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans la candidature ou dans l'offre transmises par voie électronique ; ou
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Néanmoins la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures ou des offres.

7. SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique qualifiée à valeur probante du contrat sera **exigée**.

Le soumissionnaire retenu disposera d'un délai de 15 jours à compter de l'information de l'attribution du marché pour le renvoyer signé électroniquement. Dépassé ce délai, l'Andra se réserve la possibilité d'attribuer le marché au soumissionnaire arrivé en 2ème position.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/22/ECOM1830224A/Jo/texte>), la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié ou une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus via :

- Une liste de prestataires disponible sur le site du gouvernement (<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>)
- La plate-forme de dématérialisation PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) (guide d'utilisation-utilisateur entreprise)
- Le guide très pratique sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le [site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers](#).

Vous pouvez vérifier gratuitement la validité de votre signature via :

- PLACE, la Plateforme des achats de l'Etat : [Vérifier](#)
- Chorus Pro : [Vérifier](#)

Dans le cas de candidatures groupées conformément à l'article R.2142-23 du code de la commande publique, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à représenter l'ensemble des opérateurs économiques groupés, toutes les pièces doivent être signées par l'ensemble des membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

8. AIDE A LA DEMATERIALISATION

La plate-forme PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) propose une aide aux opérateurs économiques sous la forme suivante :

Un service d'assistance en ligne est disponible sur la plateforme dans la rubrique « Aide ». Pour toute demande d'assistance, un formulaire est à renseigner en ligne.

L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h. Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

Dans la rubrique « Aide » :

- Des guides d'utilisation,
- Une foire aux questions,
- Des guides d'autoformation,
- Des outils informatiques en téléchargement.

Dans la rubrique « Se préparer à répondre » :

- La possibilité pour les opérateurs économiques de tester leurs postes informatiques,
- L'accès à des consultations de test.

Attention aux filtres anti-spam :

Les courriels envoyés par la plate-forme PLACE le sont depuis l'adresse électronique : « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ».

Il appartient donc aux opérateurs économiques d'ajouter cette adresse dans la liste blanche de leur serveur/client de messagerie/logiciel tiers anti-spam afin que les courriels envoyés depuis la plate-forme PLACE ne soient pas filtrés.